

SOMALIE

H. HABRÉ

Mgr MILINGO

CAMEROUN

AFRICANISME

AFRIQUE DU SUD



MAGAZINE

Somalie : l'aube de l'après-Siyaad Barre

PROPHÉTISER un prochain renversement de Mahamed Siyaad Barre paraissait, jusqu'à l'été dernier, présomptueux, tant il avait démontré son aptitude à la survie politique. Pourtant, durant les trois dernières années, une crise majeure avait progressivement cristallisé, annonçant ce dernier tableau d'une longue gouverne politique (1). Les deux aspects majeurs en étaient, d'une part, la montée d'une opposition multiforme dont l'insurrection armée n'est que l'aboutissement logique ; d'autre part, l'érosion des ressources politiques que le président somalien avait pu mobiliser à son profit dans le passé.

De la dissidence armée à la rébellion populaire

La dissidence armée qui subsistait de façon endémique depuis 1979 aux confins somalo-éthiopiens, d'abord dans le centre — sous l'égide du SSDF (Front démocratique du salut) de 1979 à 1985 —

puis dans le nord du pays — avec le SNM (Mouvement national somalien) —, n'avait pas réellement mis en danger le régime de Mahamed Siyaad Barre, jusqu'en mai 1988.

Lorsque ce dernier conclut le 3 avril 1988 un accord de paix avec l'Éthiopie, l'affaiblissement de l'opposition figurait parmi ses objectifs prioritaires : l'une des clauses stipulait la cessation du soutien accordé par chacun des deux pays aux oppositions armées de l'adversaire. L'expulsion d'Éthiopie des deux fronts précités devait anéantir la dissidence organisée ; au prix — modique aux yeux de Siyaad — de la fermeture de bureau de l'EPLF (Front populaire de Libération de l'Erythrée) à Magadiscio et du sabotage du WSLF (Front de libération de la Somalie occidentale), un instrument de toute façon obsolète. Le SSDF, déchiré par une vendetta interne de 1983 à 1985, était déjà étroitement contrôlé par son tuteur éthiopien et n'avait pas lancé d'opération d'envergure depuis l'arresta-

tion de son chef, Abudlaahi Yuusuf, par la police éthiopienne, en octobre 1985 (2). En revanche, le SNM était de plus en plus actif dans le pays isaaq et la répression méthodique exercée à l'encontre de cette famille de clans, sous l'autorité de généraux très proches de Siyaad Barre (Mahamed Sa'iid Hiirsi « Morgan », commandant militaire du nord de 1986 à 1988, fut nommé ministre de la Défense et chef d'état-major en septembre 1990) n'a fait qu'accroître la popularité de ces « bandits » (3).

Le président somalien avait sous-estimé la détermination et la prompte réaction des Isaas. Au nez et à la barbe des Éthiopiens, les 7 à 800 maquisards traversèrent la frontière avec armes et munitions pour lancer le 27 mai 1988, à Burco, une offensive de la dernière chance. Après plusieurs semaines de combats sauvages (50 à 60 000 morts pour les deux années 1988-1989 selon l'estimation — crédible — de *Africa Watch*), l'armée parvint à reprendre, début août, le contrôle des principaux centres urbains : en dépit de ses succès initiaux, le SNM, trop vulnérable au feu nourri de l'artillerie et de l'aviation gouvernementales, avait dû se retirer des villes. Il a entretenu depuis lors une guérilla rurale, en attaquant les garnisons isolées et en coupant les voies de communications terrestres. Les troupes régulières ont échoué dans leurs tentatives successives de reprendre le contrôle d'une région dévastée et dépeuplée par le conflit (4). Pour la première fois depuis 1969, l'autorité de Mahamed Siyaad Barre était durablement bafouée, dans une fraction notable de la périphérie de l'État.

Surtout, la percée du SNM a fait basculer l'immense majorité des Isaaq dans la rébellion : dès les pre-

miers combats de mai 1988, des milliers de citoyens se sont joints aux maquisards contre ceux qu'ils percevaient comme des forces d'occupation. Ce que la propagande de radio « Halgan » n'avait pu réaliser, le règne pendant six ans de la terreur et de l'arbitraire l'a provoqué bien plus sûrement : de PME de la dissidence armée, le SNM s'est mué en fédérateur d'une vaste révolte populaire. Ce changement qualitatif n'a pas échappé à Mahamed Siyaad et la riposte n'en a été que plus violente.

L'impact des exactions de l'armée dans le nord (massacre délibéré de populations civiles, tortures et exécutions sommaires) fut également considérable à l'intérieur et à l'extérieur du pays. *Amnesty International* a publié en septembre 1988 un réquisitoire percutant (*Somalia : A Long-Term Human Rights Crisis*), tandis que *Africa Watch* faisait du « lobbying » auprès du Congrès américain. Rendu public en août 1989 et largement diffusé par le département d'État, le rapport Gersony (*Why Somalis Flee*) décrivait sans fard des violations des droits de l'Homme commises dans le nord et dénonçait la manière dont la guerre contre le SNM était conduite. Une telle analyse, patronnée, endossée par l'administration Bush, équivalait à un net désaveu du régime.

(1) Cf. D. Compagnon, « L'année 1989 en Somalie : un pied dans le gouffre », *Annuaire des Pays de l'Océan Indien*, v. 12, 1990, à paraître.

(2) Cf. D. Compagnon, « The Somali Opposition Fronts : Some Comments and Questions », *Horn of Africa*, XIII, 1 et 2 janvier/juin 1990.

(3) Cf. *Africa Watch, Somalia : A Government at War with its Own People, Testimonies about the Killings and the Conflict in the North*, édité par The Africa Watch Committee, janvier 1990 : en particulier les chapitres III à VIII.

Il faut dire que la sanglante répression des manifestations anti-gouvernementales du 14 juillet 1989 à Mogadiscio (400 morts le premier jour et un total d'au moins 1 048, après plusieurs jours de tuerie par la police militaire et la garde présidentielle, selon le décompte de Richard Greenfield dans *New African*, novembre 1989) venait de démontrer, sous les yeux des diplomates et journalistes étrangers, l'absence de retenue du pouvoir dans l'usage de la coercition, dès que le sort du régime paraissait en jeu.

Ce massacre constituait la réponse aux pressions exercées sur le chef de l'État par divers secteurs de la société : des notables de Mogadiscio — notamment hawiye — dont plusieurs furent emprisonnés de juillet à octobre ; des imams dont les mosquées constituaient un

démocratie, en apposant cent douze signatures à un « Manifeste n° 1 ». Ce document daté du 15 mai — anniversaire de la création du parti de l'indépendance (SYL) — constituait un défi de premier ordre à Mahamed Siyaad Barre, par la violence de sa critique du naufrage dont le régime s'est rendu responsable, par le courage des signataires dont la plupart sont demeurés en Somalie, mais aussi par le recrutement transclanique de ses auteurs (même si son principal inspirateur, Ismaa'iil Jim'aale Ossoble, était hawiye). Après les avoir emprisonnés pour les faire condamner lors d'un procès politique, le Président a feint, en les libérant à la demande de l'Italie, d'accepter le dialogue et de préparer la conférence de réconciliation nationale suggérée par le « Manifeste ».

Si le refus de l'opposition avait

« Gabyow », le 24 juillet, avait conduit à la création par les mutins (bientôt rejoints par le colonel Ahmed 'Umar Jess) du SPM (Mouvement démocratique), lequel combattait dans le sud du pays. Dans le nord, le SNM, accaparé par la préparation de son congrès, est toutefois parvenu à repousser en 1990 une nouvelle offensive de l'armée. Dans le centre, l'USC a d'abord opéré près de la frontière éthiopienne dans le Mudug et autour de Dhuusa Mareeb, avant de progres-

Ayant renoncé au socialisme sans le dire, pour cause d'alliance avec les États-Unis, Siyaad Barre avait conservé de la période pro-soviétique un formidable appareil de contrôle social, qui a pleinement servi dans la lutte contre le SNM. La posture pan-somali de l'époque de la guerre de l'Ogaden a cédé la place à une politique pragmatique de bon voisinage avec le Kenya, Djibouti et surtout l'Éthiopie (accord du 3 avril 1988), pour apaiser les donateurs d'aide. Les intel-

absorbé des recrues issues de clans ou lignages acquis au régime par des pratiques clientélistes : Mareehan, Ogaaden (dont des réfugiés d'Éthiopie) et plus généralement, les lignages minoritaires au sein de leur clan. La politique de terreur a délibérément visé des groupes particuliers : les Majeerteen de 1978 à 1981, puis les Isaaq à partir de 1982 ; les autres clans se retrouvant complices de facto. Mahamed Siyaad s'entendait à merveille à provoquer des vendettas (*feuds*) entre clans voisins, dans lesquels l'armée régulière prenait parti pour les clients du pouvoir (7). L'exploitation néo-patrimoniale des finances de l'État et de l'économie, en particulier l'aide aux réfugiés de l'Ogaaden et l'aide au développement, a fourni au Président les moyens d'étendre son patronage très loin dans la société.

Or, au milieu de la décennie, cette mécanique commença à se gripper. L'accident automobile de mai 1986 où le Président fut gravement blessé, a révélé les fractures au sein de la classe dirigeante : anticipant sur sa disparition, les prétendants à la succession sont entrés en lutte ouverte. Le divorce d'intérêts entre la famille proche et les anciens membres de la junte de 1969 a contraint le Président à arbitrer au profit de son fils Maslah, impopulaire chez les apparatchiks et dans l'armée. Les factions rivales ont dès lors dépensé plus d'énergie à s'affaiblir les unes les autres qu'à protéger le régime de ses ennemis (ce fut flagrant lors des combats de 1988 dans le nord). Maslah, ambitieux et pressé, s'est privé d'alliés politiques comme « Gabyow » et s'est aliéné les officiers encore loyaux par une purge massive des non-Mareehaan, lorsqu'il a obtenu le poste de chef d'état-major en

1989. De fait, l'armée nationale n'existait plus : il subsistait sous ce nom un conglomérat disparate de milices claniques dominé par les Mareehaan. Les officiers qui n'appartenaient pas à ce clan ont fait défection ou ont été marginalisés. Sans formation et mal payés mais bien armés, les « soldats » ont appliqué depuis 1989 dans le sud et à Mogadiscio les méthodes qui avaient cours dans le seul pays isaaq auparavant. Ils sont les principaux auteurs du banditisme qui s'y est développé dans les six derniers mois.

La dégradation de l'économie qu'induisait déjà le prélèvement patrimonial, provoquant par exemple la faillite du système bancaire et une pénurie de liquidités, s'est accrue avec la guerre civile de 1988. Au coût des dépenses militaires s'est ajoutée la désorganisation du commerce de bétail sur pied, principale recette d'exportation. La rupture intervenue entre le gouvernement somalien et le FMI en septembre 1987, la fin du pactole dépensé par le HCR (30 à 35 millions de dollars par an) et le tarissement de l'aide économique — en particulier américaine — à la suite des violations répétées des droits de l'Homme, ont accentué le marasme tout en éliminant les sources de patronage. Malgré l'obstination de l'Italie, premier donneur bilatéral depuis 1986, l'économie à la dérive ne permettait plus fin 1990 de nourrir les villes et l'administration publique se délitait. Cette situation navrait les commerçants de la capitale, entre autres les Hawiye jusqu'alors plutôt prospères ; lesquels se sont plus aisément convain-

(7) Voir notamment G. Prunier, « Structures de clan et pouvoir politique en Somalie », *Cultures et Développement*, 17, 4, 1987, pp. 602-697.

cus d'apporter leur soutien — notamment financier — à l'USC. La désintégration accélérée de l'État donc, plus que l'habileté guerrière des fronts d'opposition, explique leur victoire. L'exploitation sans retenue de ressources politiques moins diversifiées a conduit le régime à sa perte.

Un avenir incertain, entre consensus et morcellement

L'opposition demeure fragmentée sur la base de la segmentation. Cette force de division agit également à l'intérieur de chaque mouvement : ainsi, l'USC est partagée en deux branches rivales, d'une part celle de Mahamed Farah Hasaan « Aydiid », basée à Dire Dawa et dominée par les Sa'ad/Habar Ghidir ; d'autre part, celle fondée par feu 'Ali Mahamed Osooble « Wardigley », basée à Rome et recrutant dans les autres clans Hawiye. Les rivalités personnelles et les enjeux tactiques (comme l'attitude à l'égard du SNM) ont également joué un rôle dans cette scission qui a retardé d'un an l'entrée en guérilla de l'USC, mais c'est bien le clan qui sert de base de ralliement. Lors des combats récents — revendiqués par les deux branches —, leurs bureaux à l'étranger ont semé la confusion par leurs communiqués contradictoires. Qu'en serait-il dans un éventuel gouvernement de coalition ?

Le contexte de la transition violente favorise la surenchère entre groupes armés et le ressentiment de larges secteurs de la population à

l'encontre des Mareehan — en particulier le Reer Dini, pourrait conduire à des règlements de comptes sanglants. La nouvelle, si elle se confirme, de la mort de deux leaders éminents du groupe du « Manifeste du 4 janvier », dans un attentat commandité par Siyaad Barre, qui aurait également fait de nombreux blessés, est de bien mauvais augure ! Il faudra en outre remettre sur pied l'économie exsangue, restaurer l'ordre public face aux nombreuses bandes armées, tout en forgeant un cadre politique nouveau susceptible d'offrir une solution originale aux aspirations à un gouvernement local puissant, l'exigence minimale des Isaaq.

Le pire n'étant jamais certain, l'organisation sociale traditionnelle fournit des mécanismes encore opératoires et souples de régulation, tel le *shir* — conseil des hommes adultes du clan où s'élabore une décision collective sur un mode consensuel. Les « anciens » peuvent réussir là où les politiciens « modernes » échouent : c'est par leur canal que les Isaaq sont parvenus à conclure un accord de non-agression avec les Dulbahante en 1989. Ce sont également des « anciens » Hamiye qui ont réussi à tempérer les luttes factionnelles au sein de l'USC, pour que la priorité soit accordée au renversement du régime. Le groupe du « Manifeste » n'était pas autrement composé et son offre d'une conférence nationale de réconciliation, sous l'égide des « anciens » des principaux clans demeure, à ce jour, la proposition la plus constructive.

Daniel Compagnon